



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 10 mars 2014

LE COMITÉ SUR LA MISE EN OEUVRE DU TRONC COMMUN DIVULGUE SES RECOMMANDATIONS PRÉLIMINAIRES

Le Comité sur la mise en œuvre du tronc commun formé au début février par le Gouverneur Andrew M. Cuomo a révélé aujourd'hui une série de recommandations en vue d'améliorer immédiatement la mise en œuvre du tronc commun dans l'État de New York.

Le Comité sur la mise en œuvre du tronc commun recommande un engagement envers le tronc commun ainsi que quelques corrections immédiates aux cours et un soutien soutenu conçu pour mieux servir les étudiants et les parents et assurer la mise en œuvre réussie des normes du tronc commun.

Les recommandations incluent des protections pour les étudiants, des mesures en vue d'offrir un meilleur soutien aux parents et aux enseignants et d'améliorer la confiance du public envers la mise en œuvre du tronc commun ainsi que d'autres réformes sur la protection de la confidentialité des données. Le rapport complet [est disponible ici](#).

« La mise en œuvre ratée du programme de tronc commun a causé de la frustration, de l'anxiété et de la confusion chez les enfants et les parents, a déclaré le Gouverneur Andrew M. Cuomo. Il est de l'intérêt de tous d'avoir des normes élevées et réalistes en matière d'apprentissage et de soutenir le programme de tronc commun, mais nous devons faire en sorte que la mise en œuvre ne nuise pas injustement à nos étudiants. Les recommandations divulguées aujourd'hui par le Comité de mise en œuvre du tronc commun visent cet objectif. Ces recommandations feraient en sorte que les résultats de tests du tronc commun d'État de la 3^e à la 8^e année apparaissent sur les dossiers permanents des étudiants, réduiraient les examens excessifs et mettraient fin à l'initiative sur les données du Département de l'éducation de l'État en collaboration avec inBloom. Le comité ne fait aucune recommandation en vue d'arrêter ou de ralentir l'évaluation des enseignants. J'examinerai ces recommandations avec le Sénat et l'Assemblée. »

Stanley S. Litow, vice-président de la citoyenneté d'entreprise et des affaires chez IBM, président de la Fondation internationale IBM et président du Comité sur la mise en œuvre du tronc commun, a déclaré : « La mise en œuvre des normes d'éducation du tronc commun peuvent nous aider à fournir de nouvelles occasions à nos étudiants et à amener les écoles des États-Unis au 21^e siècle. Je félicite le Gouverneur Cuomo d'avoir mis sur pied ce comité diversifié, et aussi de son engagement en vue de

French

fournir les améliorations nécessaires à la mise en œuvre. Ces recommandations aideront les New-Yorkais à mettre en œuvre avec succès une série de normes d'éducation qui serviront à nos étudiants, aux parents, enseignants et employeurs, offrant aux enfants l'accès à une éducation de qualité et rendant New York concurrentiel. »

Le sénateur John J. Flanagan a déclaré : « Il est tout à fait clair après les nombreux forums et audiences publics que nous avons tenus que la mise en œuvre du tronc commun doit être redressée. Ce comité a réuni un certain nombre de recommandations qui guideront le remaniement de la mise en œuvre des normes et réformeront le système d'une manière qui profitera aux étudiants, aux parents, aux éducateurs et au public. Nous avons besoin de normes rigoureuses pour faire en sorte que l'enseignement offert à nos étudiants soit concurrentiel et que ceux-ci réussissent dans l'économie du 21^e siècle. Les nouvelles normes d'apprentissage de New York sont louables, mais il est essentiel que tout problème ou préoccupation liés à leur mise en œuvre soit rapidement réglé et cela d'une manière significative, et je crois que les recommandations que nous avons divulguées aujourd'hui répondent à cet objectif. Je suis fier de siéger à la commission du Gouverneur et il me tarde de continuer de travailler avec les autres membres pour faire en sorte que nous reconstruisions sur ce très bon départ en vue d'accomplir le travail à faire. »

La membre de l'Assemblée Cathy Nolan a déclaré : « La semaine dernière, l'Assemblée a adopté une mesure législative complète (A.8929) afin de répondre aux nombreux problèmes liés à l'inauguration des nouvelles normes sur le tronc commun de l'État. Je me réjouis que le comité ait intégré de nombreux éléments de la mesure législative de l'Assemblée, comme la cessation de la relation entre l'État et InBloom et la recommandation d'une protection des données et d'exigences de sécurité accrues pour assurer la confidentialité des étudiants. Je m'inquiète toujours des problèmes non résolus associés aux examens à enjeux élevés et de leurs répercussions sur les enseignants et les directeurs, et il me tarde de travailler avec le comité pour répondre à ces préoccupations. Je remercie le porte-parole Silver et le Gouverneur Cuomo du leadership dont ils ont fait preuve sur la question. »

Ali Jackson-Jolley, parent du comté de Westchester et membre du comité, a déclaré : « Tous les parents veulent que leur enfant reçoive la meilleure éducation possible, comme par des normes élevées et des cours rigoureux. Le tronc commun peut nous aider à atteindre cet objectif, mais sa mise en œuvre a causé angoisse et frustration chez les parents et les étudiants. C'est le temps d'adopter une nouvelle approche du tronc commun. Je suis heureuse de siéger à ce comité mis sur pied par le Gouverneur Cuomo, et je crois que ces recommandations révéleront le chemin à prendre en vue d'apporter d'importantes réformes sur la mise en œuvre du tronc commun dans l'État de New York. »

Nick Lawrence, professeur principal en sciences sociales de 8^e année à l'Académie du futur de l'Est du Bronx et membre du comité, a déclaré : « À titre d'enseignant, je suis en faveur de normes élevées et intelligentes pour nos étudiants. Il est nécessaire pour notre système d'éducation de préparer nos enfants de New York afin qu'ils soient concurrentiels dans tout le pays ainsi qu'avec leurs camarades du monde entier. Selon des expériences dans ma salle de classe et à l'école, et en discutant avec des collègues de partout dans la ville et dans l'État de New York, je suis convaincue que le tronc commun peut et doit représenter cet ensemble de normes. Malgré ma confiance envers le tronc commun, à la

base d'une importante conversation sur nos attentes envers nos étudiants, la mise en œuvre a engendré de la confusion dans de nombreuses salles de classe et dans de nombreux foyers de l'État de New York. Aujourd'hui, nous avançons de nombreuses recommandations derrière lesquelles les éducateurs et les parents peuvent tout de suite se tenir en vue de lancer la réforme de la mise en œuvre du tronc commun ici dans l'État de New York. J'apprécie l'occasion de me livrer à ce travail avec les parties concernées de notre système d'éducation de partout dans l'État, et je remercie le Gouverneur Cuomo d'avoir mis sur pied le Conseil de mise en œuvre en vue de contribuer plus directement à la conversation sur la bonne façon de procéder concernant le tronc commun.

Depuis que le tronc commun a été institué dans l'État de New York, de nombreuses préoccupations ont été soulevées par les parents, les enseignants, les administrateurs d'école et les dirigeants communautaires sur la mise en œuvre du programme. Voici un résumé des recommandations du comité :

Protection des étudiants contre les examens à enjeux élevés inappropriés

- **Interdiction des examens standardisés avec chiffres à noircir pour les jeunes enfants :** Pour protéger les jeunes enfants contre l'anxiété et les examens inappropriés à ce stade de leur développement, le comité recommande l'interdiction de l'utilisation des examens standardisés avec chiffres à noircir chez les enfants de la prématernelle à la deuxième année.
- **Protection des étudiants contre les enjeux élevés basés sur les résultats d'un examen injuste :** Avant que les examens du tronc commun de l'État ne commencent en avril, le comité recommande de : Faire en sorte que les résultats des examens d'anglais et de mathématiques du tronc commun de la 3^e à la 8^e année ne soient pas utilisés contre les étudiants et n'apparaissent pas sur leurs dossiers permanents; introduire progressivement des notes de passage plus élevées pour les examens Regents et faire en sorte que les enseignants aient en leur possession les documents propres au cours avant que les élèves de niveau secondaire ne soient testés sur les nouvelles normes; mettre fin aux examens chez les étudiants souffrant d'incapacités et chez ceux qui apprennent l'anglais tout en assurant la transparence sur la performance de ces étudiants.
- **Utilisation de la période d'enseignement pour l'enseignement et l'apprentissage, et non pas pour des examens excessifs :** En vue de mieux déterminer quelles évaluations sont vraiment nécessaires et bénéfiques et de réduire les examens lorsque c'est possible, le comité recommande d'imposer une limite sur le temps pouvant être utilisé aux examens standardisés et à la préparation aux examens, d'améliorer la transparence sur quels examens standardisés les étudiants sont tenus de subir et de mettre en place des mesures au sein des districts scolaires en vue d'éliminer plus facilement les examens standardisés non nécessaires.

Offrir un meilleur soutien aux parents et aux enseignants

- **Traiter les parents comme des partenaires essentiels à la mise en œuvre du tronc commun :** En vue d'aider les parents à comprendre et à participer au processus de mise en œuvre du tronc commun, le comité recommande la création de ressources en ligne et de trousseaux d'outils de

pointe qui conviennent sur le plan linguistique et culturel, afin de montrer aux parents ce qu'est le tronc commun, ce à quoi ils doivent s'attendre et comment aider leurs enfants. En plus d'un effort en ligne à grande échelle, le comité recommande l'inclusion d'événements communautaires locaux et la dissémination de documents accessibles et pratiques par le biais des écoles, des organisations à but non lucratif, des bibliothèques et autres partenaires.

- **Faire en sorte que les enseignants reçoivent la formation et le soutien dont ils ont besoin et qu'ils méritent** : En vue de mieux inclure les enseignants au processus de tronc commun, le comité recommande de leur offrir des occasions de développement professionnel locales de haute qualité. Les écoles qui mettent en œuvre le tronc commun avec succès dans chaque région devraient être identifiés et recrutés afin de servir de modèle où les autres enseignants et directeurs de l'endroit peuvent être invités à observer des modifications éducatives en œuvre.

- **Donner aux éducateurs accès à des ressources de qualité sur le programme de tronc commun, et ce, le plus vite possible** : Le comité recommande que le Département de l'éducation de l'État termine rapidement les modules du programme de tronc commun qui ne sont pas encore terminés et améliore de façon continue tous les modules en impliquant des enseignants, autres éducateurs et experts. De plus, le conseil recommande une hausse importante du nombre de questions d'évaluation divulguées à la suite des examens de tronc commun pour que les enseignants, les parents et le public puissent voir de quelles façons les étudiants sont testés. Les enseignants devraient également recevoir des renseignements pratiques et opportuns sur les résultats d'évaluation des élèves.

Rehausser la confiance du public envers la mise en œuvre du tronc commun

- **Assurer la participation parentale et citoyenne ainsi que la participation à la mise en œuvre du tronc commun** : En vue d'augmenter la confiance et d'offrir des réseaux aux New-Yorkais pouvant aider les éducateurs et les chefs de gouvernement dans la mise en œuvre du tronc commun, le comité recommande la nomination d'un groupe de travail public indépendant incluant des parents, des éducateurs, des législateurs et des dirigeants d'entreprise, civiques et communautaires en vue d'assurer l'examen continu de la mise en œuvre du tronc commun dans l'État et de faire des recommandations publiques nécessaires pour reproduire les succès et répondre au besoin de modifications à venir sur la mise en œuvre.

Protection de la confidentialité des étudiants

- **Mise en place d'exigences strictes en matière de sécurité et de protection des données, tout en assurant le partage de données à des fins éducatives et opérationnelles** Le comité recommande l'adoption de lois et de politiques qui mettent en place ou renforcent des exigences strictes sur la protection des données, y compris des procédures d'avertissement des parents en cas d'atteinte à la protection des données par un tiers, de fortes amendes en cas d'infraction, la mise en place d'une « Charte des droits des parents sur la confidentialité des données » offrant une transparence complète sur le type de données recueillies par l'État et les districts scolaires, sur les entités avec qui ces données sont partagées et sur les raisons de ce

partage, ainsi que la nomination d'un chef de la protection des renseignements personnels responsable, entre autres, de la mise en place de normes sur la sécurité des données éducatives et sur les politiques de confidentialité. Le comité n'est pas en faveur du fait que les parents puissent refuser l'utilisation des données, ce qui pourrait nuire à certaines fonctions académiques et opérationnelles essentielles. Le comité comprend et respecte les craintes des parents sur la confidentialité des données sur leurs enfants, et reconnaît les préoccupations sur la cueillette de données non nécessaires ou sur les données indiscretes.

• **Cessation de la relation entre l'État et InBloom** : Le débat autour de ce fournisseur nous éloigne de la mise en œuvre réussie du tronc commun. Le comité recommande que l'État cesse sa relation avec InBloom et envisage d'autres solutions en vue d'accomplir les objectifs en matière d'accroissement de la transparence des données et d'analyse.

Voici les membres du Comité sur la mise en œuvre du tronc commun :

- Stanley S. Litow, vice-président de la citoyenneté d'entreprise et des affaires chez IBM et président de la Fondation internationale IBM
- Sénateur John Flanagan, président de la Commission du Sénat sur l'éducation (nommé par le Sénat)
- Membre de l'Assemblée Catherine Nolan, présidente de la Commission de l'Assemblée sur l'éducation (nommée par l'Assemblée)
- Linda Darling-Hammond, professeur d'éducation Charles E. Ducommun, diplômée de l'École d'éducation de l'Université Stanford
- Todd Hathaway, professeur, Lycée East Aurora (comté d'Erié)
- Alice Jackson-Jolley, parent (comté de Westchester)
- Anne Kress, présidente, Université communautaire de Monroe
- Nick Lawrence, professeur, Académie du futur de l'Est du Bronx (Academy for the Future) (ville de New York)
- Delia Pompa, vice-présidente principale des programmes, Conseil national de La Raza
- Charles Russo, directeur, East Moriches UFSD (Long Island)
- Dan Weisberg, vice-président exécutif et conseiller général, The New Teacher Project

###

Des renseignements supplémentaires sont disponibles au www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418